



on parle de nous !

1<sup>er</sup> trimestre 2020

**Janvier**

Page 01 à 06

**Février**

Page 07 à 11

**Mars**

Page 12 à 15

# Revue de presse des SIAE alsaciennes



# \_SOMMAIRE

## Janvier

### 01 TREMPLINS

Les salariés de Tremplins se racontent

---

### 02 LES JARDINS D'ICARE

Les nouvelles (ré)solutions de consommation chez Icare

---

### 18 LA MANNE

Un don de 2 811,84 euros pour La Manne

---

### 30 LES 7 PAINS

Une restauration à deux entrées

---

## Février

### 15 SAVA

De nouveaux arbres au Geisbourg

---

### 18 ALEMPLOI – NOVÉA - OCITO

Un club pour booster l'emploi

---

### 18 UTILÉCO – BRUCHE EMPLOI

La réinsertion par l'économiste

---

### 23 MÉDIACYCLES

Daniel Kelai promu au grade d'officier de l'Ordre national du mérite

---

### 23 LES JARDINS DE LA MONTAGNE VERTE

Vision d'avenir, le collectif « Elsau idéale » pousse

---

### 29 MÉDIACYCLES

Rendre le territoire attractif aux PME

---

## Mars

### 20 ETIKETTE

Emmaüs fermé jusqu'à la fin du confinement

---

### 21 HUMANIS

Humanis vend des ordinateurs à prix cassés

---

### 26 ACCES

Acces 68 maintient le cap mais « aimerait avoir des masques »

---

### 27 LES JARDINS D'ICARE

Chez Icare aussi, on fait face à la crise sanitaire

---



Les salariés de l'association Tremplins, structure d'insertion par l'activité économique à destination des personnes en difficulté, ont partagé des témoignages et des poèmes avec le public. Photo DNA

## Les salariés de Tremplins se racontent

*L'Alsace\_01/01/2020*

Des salariés de l'association Tremplins racontent leur histoire dans une mise en scène théâtralisée.

L'association Tremplins est une structure d'insertion par l'activité économique à destination des personnes en difficulté. Elle accompagne et forme ces personnes afin de faciliter leur insertion professionnelle et œuvre à leur développement personnel.

« Partager des expériences vécues »

L'atelier théâtre a démontré, lors d'une représentation qui a eu lieu au cinéma Rex de Ribeauvillé, que l'on peut parler de son expérience avec talent. Ce moment a été partagé avec un public nombreux, sous forme de témoignages et de poèmes théâtralisés.

À travers un exposé de situations familiales, professionnelles et sociales, les acteurs ont raconté leur histoire avec spontanéité et émotion. Une émotion à laquelle le public n'est pas resté insensible : il a ovationné longuement les acteurs en fin de spectacle.

Tremplins œuvre dans le secteur de l'économie sociale et solidaire ; elle dispose à présent d'une équipe d'une soixantaine de personnes, capables, selon leurs spécialités, de mener à bien des tâches comme le jardinage, le ménage, le repassage, etc. Tremplins dispose également d'ateliers tels que Tremplins couture à Ribeauvillé, Tremplins linge service à Sélestat ou Remparts (espaces verts, rénovation intérieure...). Les clients sont des particuliers, des entreprises et des communes.

« Cette représentation théâtrale nous a permis de nous rendre compte qu'il était parfois de bon augure de partager certaines expériences vécues et parfois très pénibles, surtout juste avant les fêtes de Noël », a commenté un spectateur.



Carine Barral, à droite, veut développer, en 2020, l'accès à une alimentation digne pour tous. Photo L'Alsace /Elisa MEYER

## Les nouvelles (ré) solutions de consommation chez Icare

*L'Alsace & DNA\_02 - 03/01/2020*

L'année 2019 aura encore été une lourde année de travail chez Icare, Jardin de Cocagne du Sud-Alsace, chantier d'insertion par le maraîchage bio, dont les cultures sont basées à Sentheim et à Ungersheim. De réflexion aussi puisque des changements et des nouveautés sont proposés, depuis le 1er janvier 2020, concernant notamment les abonnements et la multiplication des paniers solidaires.

Chez Icare, chantier d'insertion par le maraîchage bio, cela fait bien longtemps que la solidarité est une réalité quotidienne. Pourtant, en 2020, l'association veut encore accentuer et affiner les besoins d'accompagnement « qui ne passent pas que par la voie professionnelle », explique Carine Barral, directrice de la structure.

En permettant et en proposant notamment l'ouverture à la citoyenneté de ses salariés au travers de l'intégration par la culture. Un budget pour cet axe de développement a été prévu lors de la remise du chèque de 6 000 euros reçu, à l'issue du Défi Solid'Air (qui a eu lieu le 14 septembre dernier, N.D.L.R.) et qui était organisé par l'association d'animations culturelles et touristiques de Bourbach-le-Haut.

## Montée des compétences

Mais pas que. « Des formations seront assurées aux équipes de salariés en insertion pour que ces derniers montent en savoir-faire dans leurs activités. `` souhaitons déployer des stages d'immersion passerelles d'entreprise à entreprise et accentuer les visites et les liens locaux. L'objectif étant de donner un maximum de compétences à nos bénéficiaires, qui pourront les faire valoir par la suite, sur le territoire, pour répondre aux besoins des entreprises locales », détaille Carine Barral, la directrice de la structure.

Des travaux, en cours avec le réseau Cocagne, auxquels adhèrent **les Jardins d'Icare** (Sentheim), **les Jardins du Trèfle rouge**, à Ungersheim, et le cabinet Atemis, sont à l'étude et visent le déploiement d'une offre alimentaire territoriale permettant une alimentation bio, locale et solidaire avec un objectif de 50 paniers solidaires en 2020, 100 en 2021.

Concernant les abonnements paniers, deux possibilités d'accéder aux offres seront désormais possibles à partir du 1er janvier. L'offre fidélité comprend un engagement à l'année, soit un panier par semaine de la date d'adhésion jusqu'au 31 décembre, avec la possibilité d'en annuler (non facturés) jusqu'à trois par an. C'est-à-dire un de plus que précédemment. Et toujours d'en suspendre puis doubler sans contrainte. Cette offre nécessite l'adhésion dont le tarif annuel est fixé à 33 euros auxquels il faut ajouter le tarif du panier (petit : 8,50 euros ; petit + : 10 € ; grand : 13,20 € ; Grand + : 15 euros).

## Deux offres : fidélité ou liberté

La nouveauté, c'est l'offre liberté dont l'adhésion annuelle est également fixée au prix de 33 €. Il faut ajouter 1,50 euro au prix de chaque panier pour couvrir les frais de gestion administrative et logistique. Avec cette offre, « on a la possibilité de ne pouvoir prendre qu'un panier toutes les deux semaines, par mois, d'en prendre deux d'un coup ou d'affilée. C'est au choix du client », souligne Carine.

Enfin, la structure envisage de proposer une nouvelle offre, au plus près des besoins de ses clients. Elle sera élaborée avec les adhérents, pour avis, au cours du premier semestre avec une mise en route effective prévue au mois de septembre.

De septembre 2019 à mars 2020, plusieurs modifications sont prévues en interne et concernent la ligne de préparation des paniers, les livraisons et les points de dépôts, les plans de culture (le frais à Sentheim, les légumes de conservation à Ungersheim).

## Accès à une alimentation digne

Une journée « Accès à une alimentation digne », conférences et échanges sur les pistes à développer pour permettre à tous d'accéder à une alimentation bio, locale et choisie est prévue au 2e semestre. La journée portes ouvertes est d'ores et déjà fixée au 26 septembre.

Deux autres événements sont à l'étude - « pour fédérer les liens entre les salariés » - : une journée Saint-Nicolas avec les enfants de tous les travailleurs et une journée festive baptisée « Les Icariades ». Nous y reviendrons.



De gauche à droite : Delphine Collin, Benoît Schnell, Jean-Yves Chassery, Alain Faure, Elisabeth Bongratz et Gilles Bourreau. Photo DNA

## Un don de 2 811,84 euros pour La Manne

*L'Alsace\_18/01/2020*

Ce mercredi matin, plusieurs représentants de l'entreprise Vialis ont été accueillis dans les locaux de **La Manne** par Jean-Yves Chassery et Alain Faure, respectivement président et directeur de l'association.

Le directeur général de Vialis, Benoît Schnell, était accompagné lors de sa venue à **La Manne**, mercredi, de la directrice des ressources humaines Elisabeth Bongratz, du DHR adjoint Gilles Bourreau et de la directrice de la communication Delphine Collin. Après une visite guidée des différentes structures de **La Manne**, Benoît Schnell a rappelé que « Vialis est une entreprise de proximité, sensible aux difficultés de la vie que peuvent connaître ses clients. Nous sommes conscients que les organismes ou associations locales jouent un rôle essentiel et complémentaire dans des domaines solidaires, dont l'aide au logement, aux soins ou aux besoins alimentaires. Les bénévoles et membres actifs rencontrés méritent que leurs causes défendues soient soutenues ».

Vialis propose toute l'année à son personnel des chèques-déjeuner financés conjointement par l'entreprise et le collaborateur qui en bénéficie. Le bilan effectué chaque année fait apparaître que des chèques achetés n'ont pas été utilisés, ont été égarés ou bien non réclamés par les commerçants.

## La ristourne des chèques-déjeuner pour répondre à l'urgence sociale

Le montant dégagé par ces opérations constitue une ristourne pour l'entreprise, qui la reverse à une



association. Le millésime 2018 a fait apparaître un montant disponible de 2 811,84 euros, dont le choix du bénéficiaire cette année s'est porté sur **La Manne**, permettant d'aider l'association à répondre à l'urgence sociale et à aider des personnes en difficultés.

La Vie\_30/01/2020

CAHIER ESPÉRANCE

Croire



À Strasbourg, un restaurant de la fédération de charité Caritas Alsace propose des menus solidaires pour aider à financer les repas des plus précaires.



AICET, Tchétchénie, travaille comme employée de cuisine en insertion. CHRISTIAN URBAN est le chef cuisinier du restaurant Les Sept Pains.

## Les Sept Pains, un restaurant à deux entrées

Midi vient de sonner, le restaurant Les Sept Pains ouvre ses portes. Le couvert est dressé avec soin sur des nappes bleues et un musiquediscrète accompagne les discussions des premiers clients. Au menu du jour : un filet mignon aux cèpes, qu'Elizabeth s'apprête à déguster avec une amie. « C'est ma cantine ! En plus, quand on vient manger ici, on sait que ça peut aider des gens », explique la sexagénaire. Car ce restaurant solidaire situé dans le centre historique de Strasbourg (Bas-Rhin) est pour le moins atypique.

### NOURRIR LES PLUS DÉMUNIS

Un étage en dessous de cette salle à l'ambiance feutrée, un restaurant social accueille midi et soir des centaines de personnes en grande précarité. « On prépare en moyenne 300 repas par jour », précise Christian Urban, le chef cuisinier des Sept Pains, détaché par l'entreprise de restauration collective l'Alsacienne de restauration. La vingtaine de menus quotidiens servis au restaurant solidaire permet de financer en partie le restaurant social, en complétant les financements fluctuants versés par la Communauté européenne et les collectivités territoriales. Le fonctionnement de la structure est assuré par la fédération de charité Caritas Alsace. Cette entité regroupe de nombreuses actions

solidaires ayant pour mission d'incarner l'Évangile dans le quotidien des personnes en détresse. « Cela passe notamment par le regard que l'on porte sur les individus accueillis, et sur la possibilité qu'on leur donne d'être acteurs de leur vie », développe Coralie Tijou, directrice de la Cité relais qui réunit 15 services d'insertion au sein de la fédération de charité.

Les usagers du restaurant social arrivent à midi. Tous passent par le self, où une entrée, un plat chaud et un dessert leur sont servis. Parmi eux, de nombreux migrants, beaucoup d'hommes seuls, des couples et plusieurs familles. Trois enfants mangent en silence. Leurs parents, visiblement fatigués, expliquent qu'ils sont arrivés de Tchétchénie en décembre dernier. Ils dorment à cinq dans la voiture.

### S'INSÉRER PAR LA CUISINE

Debout à côté de la table, Aicet traduit leurs propos. Cette jeune femme de 33 ans, tchétchéne elle aussi, est employée de cuisine aux Sept Pains. Le restaurant a, en effet, pour autre particularité d'être un chantier d'insertion.

Mère de quatre enfants qu'elle élève seule, Aicet n'avait jamais été salariée. « Avec le chef, j'apprends beaucoup de choses. Je veux travailler tous les jours, même sans repos ! », affirme-t-elle en souriant. Comme Aicet, 26 autres salariés

travaillent à la cuisine, en insertion. « Ce sont des gens très éloignés de l'emploi. Certains ont de grosses difficultés en français, n'ont jamais travaillé ou sortent de détention », précise Serge Rué, chef de service des chantiers d'insertion de Caritas Alsace. Une équipe, donc, aux profils variés. « Le plus grand problème auquel nous sommes confrontés, c'est le manque de maîtrise de la langue française », précise Christian Urban. Des cours sont proposés dans le cadre des contrats d'insertion.

La plupart des salariés passent deux ans aux Sept Pains pendant lesquels ils effectuent des stages à l'extérieur. « J'essaie de démontrer à mes collègues que les gens compétents qui se trouvent en chantier d'insertion seraient mieux au sein de leur établissement », poursuit Christian Urban. Et ça fonctionne, car la moitié des salariés en insertion trouvent un CDI, ou un CDD de plus de six mois, après leur passage au restaurant solidaire. 9

TEXTE ANNE DORY  
PHOTOS DAVID BETZINGER/MANS LUCAS  
POUR LA VIE

### À SAVOIR

Les Sept Pains est ouvert à l'heure du déjeuner, du lundi au vendredi : 8 rue de l'Arc-en-Ciel, Strasbourg (67). Tél. : 03 88 24 71 00.

Soutenez l'initiative en allant sur notre site : [prixesperance.lavie.fr](http://prixesperance.lavie.fr)



Les écoliers ont bravé les éléments pour planter les arbres. DR

## De nouveaux arbres au Geisbourg

*DNA\_15/02/2020*

Les enfants de l'école Geiler étaient à pied d'œuvre jeudi 13 février au pont du Geisbourg ! Bravant la pluie, par petits groupes, la classe de CM1 de Mme Dietrich a replanté de nouveaux hêtres, bouleaux, érables, sorbiers des oiseleurs, tilleuls et autres chênes sur les berges, en lieu et place des anciens arbres.

Une opération qui faisait suite à un travail préparatoire en classe sur l'importance de ces arbres et arbustes dans l'écosystème et sur les impératifs écologiques de la reconstruction du pont (abaissement du seuil de la rivière, suppression de la chute d'eau en aval du pont).

Les élèves ont été guidés dans la manœuvre par une équipe de la **section d'aménagement végétal d'Alsace**, association conventionnée **Atelier et Chantier d'Insertion**, spécialisée dans le nettoyage des berges et l'entretien des lits de rivières. Proposé par la Ville de Kaysersberg Vignoble, ce travail pédagogique a été mené en collaboration avec le syndicat Rivières de Haute-Alsace, quinze jours avant la réouverture du pont à la circulation prévue le 28 février prochain, et avant l'inauguration du 7 mars.



Les signataires de la charte en compagnie des représentants des entreprises déjà adhérentes. Photo DNA /M.F.

## Un club pour booster l'emploi

*DNA & l'Alsace\_18/02/2020*

Sur le plan national, le ministère du Travail aimerait inciter 10 000 sociétés à créer plus d'emplois. Dans notre département, un club a été créé, « Le Haut-Rhin une chance ». Son objectif : réunir 100 entreprises d'ici à trois ans.

Les entreprises s'engagent ! Tel est le leitmotiv de cette mobilisation. Le lancement de l'antenne haut-rhinoise a eu lieu mercredi à la chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Colmar et du Centre Alsace. « Le Haut-Rhin s'engage avec la volonté affichée de créer de l'emploi en mettant les entreprises au cœur du dispositif », souligne Emmanuel Girod, responsable de l'unité départementale de la DIRECCTE (direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi). Il parle d'entreprises inclusives. « Cela renvoie au rôle de l'entreprise dans la société. C'est une notion qui décrit l'entreprise d'aujourd'hui et de demain et inclut ses aspirations économiques, mais aussi sociales et environnementales ». De nombreux clubs ont déjà vu le jour dans le Grand Est. « Les débuts sont encourageants. »

### Construire des passerelles vers le monde du travail

Pour entrer dans le club, les professionnels doivent faire preuve d'initiative en matière d'emploi, d'inclusion et d'insertion professionnelle. Leurs actions seront relayées par le club qui en informera les bénéficiaires du territoire. « L'entreprise doit pouvoir intégrer un grand nombre de profils. » Cela passe en particulier par l'accès des jeunes à l'apprentissage, par l'offre de postes à des réfugiés ou à des personnes en situation de handicap.



Il s'agit de construire des passerelles vers la formation ou le monde du travail pour les personnes les plus vulnérables ou vivant dans des quartiers où l'emploi est rare. Leur permettre de disposer des « produits et services de bases » figure également parmi les objectifs. Le but est de créer une émulation territoriale en échangeant sur ses bonnes pratiques et en s'inspirant de celles des autres.

Les acteurs de ce nouveau dispositif seront accompagnés par les membres de FACE Alsace (Fondation agir contre l'exclusion) dont la vice-présidente Emploi, Cathy Oster, était présente lors de la rencontre à la CCI. « Un site internet sera lancé dans les prochaines semaines pour valoriser vos engagements », annonce Khalid Abounasre, directeur du club d'entreprises.

La charte concrétisant cette opération a été signée par Emmanuel Girod, Cathy Oster et Jean-Claude Geney, secrétaire général de la préfecture.

### Onze entreprises ont déjà adhéré

Pour l'instant, onze entreprises ont déjà adhéré au club haut-rhinois. **Aemploi** a pour ambition d'amener les gens vers l'emploi durable. CRIT Intérim se préoccupe des personnes éloignées du monde professionnel. ENGIE s'engage à permettre au plus grand nombre d'avoir accès à l'énergie et à informer les jeunes sur ses métiers. GRDF s'efforce d'accueillir des stagiaires de troisième, des apprentis, des personnes touchées par un handicap. Manpower a développé des actions en faveur de l'insertion des travailleurs réfugiés. **L'entreprise d'insertion Novéa** prodigue un « accompagnement social et financier » et donne les clés pour obtenir un poste en CDI. Dans l'agence de **travail temporaire d'insertion Ocito**, 26 % des effectifs sont des handicapés travaillant en milieu ordinaire. Pôle Habitat a notamment noué des partenariats avec des **entreprises d'insertion**. L'agence de recrutement Pro Evolution a pour vocation de « démystifier le regard des entreprises sur l'insertion des personnes en situation difficile ». R-Cue (Réseaux de chaleur urbains de l'Est) conseille les habitants en éco gestes. Dans le domaine de l'économie sociale et solidaire, le Réseau APA s'engage lui aussi à favoriser **l'insertion**.



Irène Speisser bénéficie d'un petit emploi dans les cuisines du collège André-Maurois grâce au programme "Pluche solidaire" du conseil départemental. Photo DNA /Eddie RABEYRIN

## La réinsertion par l'économe

DNA\_18/02/2020

Au collège André-Maurois, comme dans quatre autres du Bas-Rhin, le Département expérimente le dispositif Pluche solidaire, qui permet de remettre le pied à l'étrier à des bénéficiaires du RSA en les employant dans les cuisines.

Pendant 5 ans, Irène Speisser a tenu un atelier de couture à son domicile. Une activité peu rémunératrice, si bien que la quinquagénaire était éligible au Revenu de solidarité active (RSA) : « Je vivotais, se rappelle-t-elle. Ce n'était pas tenable à long terme. » À 53 ans, elle a donc cherché une reconversion, avec une vague idée du domaine vers lequel s'orienter : le sanitaire.

Sur suggestion de sa tutrice du CASF Bisch'art, elle s'inscrit au programme « Pluche solidaire » et obtient un poste à temps partiel dans les cuisines du collège André-Maurois de Bischwiller, où elle est en charge de l'épluchage des légumes. Lancé à la rentrée scolaire de septembre dernier, ce dispositif du conseil départemental du Bas-Rhin permet à des bénéficiaires du RSA d'obtenir un contrat de huit heures hebdomadaires dans les services de restauration collective des collèges. La première phase d'expérimentation concerne cinq établissements du Bas-Rhin : Bischwiller, Soufflenheim, Niederbronn-les-Bains, Schirmeck et La Broque. Une personne a été embauchée dans chacune des cuisines, pour un CDD de huit heures hebdomadaires, étalé sur toute la durée de l'année scolaire. Deux **structures pour l'insertion** et la qualification, **Utiléco** dans le Nord du département, et **Bruche Emploi** dans le Sud, prennent en charge les contrats. La collectivité leur reverse 5 000 € de subvention par bénéficiaire du programme.

### Objectif 20 % de bio

Ce faisant, il s'agit de remettre le pied à l'étrier à des personnes éloignées de l'emploi, parfois depuis plusieurs années. « Ces personnes ont besoin de retrouver une activité cadrée, avec un tutorat interne, explique Nicole Thomas, conseillère départementale. Reprendre une activité partielle permet de se remettre le pied à l'étrier voire, pour certains, de simplement sortir de chez soi, reprendre confiance et aller mieux. » Irène Speisser, elle, n'a pas connu de grandes périodes d'inactivité. Il n'empêche, son emploi aux cuisines lui semble une première marche vers une réorientation complète : « Ça m'ouvre des portes et me permet de me projeter vers autre chose, confie-t-elle. J'envisage de devenir fonctionnaire sous contrat. »

La Pluche solidaire permet au Département de faire coup double en augmentant également la qualité des repas servis dans les collèges. Car, sur ce point, le principal obstacle se situe souvent du côté de la main-d'œuvre. Dans les cuisines communes au collège et lycée André-Maurois, qui assurent le service de 700 repas quotidiens, le renfort d'une personne n'est pas de trop : « Avoir quelqu'un qui s'occupe exclusivement de l'épluchage permet de travailler des légumes bruts, que l'on peut se procurer dans des circuits courts » explique Pierre Kistler, le chef de cuisine. « L'intérêt pour nous, c'est de passer de l'achat de produits tout faits à des produits frais, relève Stéphane Breton, le gestionnaire du collège André-Maurois. Nous utilisons 2 % de bio jusque-là. [Avec le Pluche solidaire], nous avons atteint les 7 % en moins d'un an. » Adoptée en octobre 2018, la loi EGalim fixe un cap de 20 % à l'horizon 2022 dans la restauration collective.

## Daniel Kelai promu au grade d'officier de l'Ordre national du mérite

*DNA & l'Alsace\_23/02/2020*

Daniel Kelai, président de **Médiacycles**, a été promu au grade d'officier de l'Ordre national du mérite. La distinction lui a été remise par Rémy Heymann, chef d'entreprise, en présence d'un invité de marque : Jean Kaspar, enfant du bassin potassique et ancien grand patron de la CFDT.

Daniel Kelai, président de **Médiacycles**, a été promu au grade d'officier de l'Ordre national du mérite. La distinction lui a été remise par Rémy Heymann,

chef d'entreprise, en présence d'un invité de marque : Jean Kaspar, enfant du bassin potassique et ancien grand patron de la CFDT.



Daniel Kelai (à droite de la photo), promu au grade d'officier de l'Ordre National du Mérite, en présence de Jean Kaspar et Rémy Heymann. Photo DNA /Françoise ZIMMERMANN

Jean Kaspar est venu à Mulhouse participer à cette cérémonie officielle qui rendait hommage à un ami, mais aussi à un homme qu'il estime : « guidé par des valeurs qui s'appellent justice, solidarité, égalité, fraternité, respect de la dignité des personnes, quelles que soient leur origine, leur couleur de peau, leurs préférences religieuses ou philosophiques ». Un homme qui toute sa vie a été loin des oppositions stériles, qui a su jeter des passerelles entre les salariés, les catégories sociales, les responsables politiques ou associatifs... les chefs d'entreprise. Le syndicaliste qu'était Daniel Kelai n'a-t-il pas réussi en effet cet exercice éminemment difficile quand il était directeur du Club des entreprises pour l'insertion, de s'entendre avec le représentant du patronat incarné par le président de Clemessy, Eric de Valence ?

## Ferme urbaine : vision d'avenir, le collectif « Elsau idéale » pousse

*DNA\_23/02/2020*

Le ministre de la Ville Julien Denormandie a lancé un appel à la création de fermes urbaines dans les quartiers prioritaires du pays. Ça tombe bien, rebondit le collectif « Elsau idéale » : son projet de ferme-guinguette serait parfaitement éligible.





Le projet de ferme-guinguette de l'Elsau a l'appui des **Jardins de la Montagne-Verte** : l'association d'insertion manque de terres. Photo archives DNA /Laurent RÉA

Au début du mois de février, le ministre de la Ville Julien Denormandie lançait un appel à projets pour aboutir à la création de 100 fermes urbaines dans les quartiers prioritaires partout en France.

Le ministre communiquait au lendemain de la journée nationale de l'agriculture urbaine organisée le 24 janvier par l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (Anru), à l'occasion de laquelle a été mis sur les rails un grand plan « Les Quartiers fertiles », avec un financement dédié de 20 millions d'euros. L'objectif est de favoriser les circuits courts et de faire des quartiers sensibles des « banlieues vertes ».

## Un potager bio et un bateau-restaurant

À Strasbourg, il se trouve que c'est précisément ce pour quoi milite le collectif citoyen « Elsau idéale ». Ce « think tank » informel développe les propositions faites en 2018 par Laurent Garczynski : alors membre des « Solutionneurs », ces citoyens invités par l'Eurométropole à travailler à l'élaboration du Plan climat 2030 de la collectivité, cet habitant de la Montagne-Verte, architecte de formation, avait avancé l'idée de « transformer le Parc naturel urbain Ill-Bruche en territoire exemplaire pour le climat ».

Dans la foulée, le collectif avait tenté de peser pour « verdier » le projet de lifting profond dont l'Elsau, quartier prioritaire de la politique de la ville, doit bénéficier à la faveur du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU). « Elsau idéale » avait alors produit un solide corpus de « projets d'accompagnement » pour faire de cette « presqu'île » bordée par l'Ill « un laboratoire de la transition écologique, sociale et économique ».

## Chantier d'insertion

Parmi ces propositions figurait donc celle d'une « ferme-guinguette » sur la berge sud de l'Ill. Dans un quartier où l'offre de restauration est faible, « Elsau idéale » imagine

un bateau-restaurant, lui-même accessible en bateau depuis le centre-ville.

Il serait approvisionné par un potager bio, qui pourrait fonctionner sous forme de **chantier d'insertion** afin d'ouvrir des jeunes du quartier, dont près de la moitié sont sans emploi, aux métiers du maraîchage et de la cuisine.

Le projet a l'appui des **Jardins de la Montagne-Verte (JMV)**, précurseurs dans ce domaine depuis deux décennies. L'association d'insertion manque de terres et considère depuis belle lurette l'Elsau comme l'endroit idéal pour développer son activité.

## Les élus interpellés

Le collectif « Elsau idéale » n'a pas manqué de réagir à l'appel du ministre, et a renvoyé son projet par mail à un aréopage d'élus susceptibles d'appuyer sa concrétisation — notamment le vice-président de l'Eurométropole en charge du renouvellement urbain Mathieu Cahn, l'adjoint de quartier Luc Gillmann, l'adjoint à la transition énergétique Alain Jund, le député Thierry Michels et trois têtes de liste aux municipales, le premier adjoint sortant Alain Fontanel (LaREM), l'adjointe sortante à la démocratie locale Chantal Cutajar et la cheffe de file des écologistes Jeanne Barseghian.

L'Elsau, qui entend concomitamment à sa rénovation urbaine devenir un écoquartier, bénéficiera bientôt d'un verger urbain, qui serait créé et entretenu par les écoliers : ce projet a été plébiscité dans le cadre de la « saison 1 » du budget participatif.

Celui de ferme-guinguette « a aussi été discuté avec les acteurs du terrain », souligne Laurent Garczynski dans son courriel aux élus. Et « le ministre connaît déjà l'Elsau » pour y être venu en janvier 2019. « Seule manquait la volonté des élus pour avancer, pointe le porte-parole du collectif. Alors ? » Alors la Ville a fait savoir à Laurent Garczynski qu'elle allait se pencher sur ce « beau levier à saisir » ...

## « Rendre le territoire attractif aux PME »

*DNA & l'Alsace\_29/02/2020*

### « Rendre le territoire attractif aux PME »

Ancien syndicaliste CFDT, Daniel Kelai a eu comme patron un certain... Fritz Schlumpf.

Aujourd'hui en retraite, il préside **l'association d'insertion Mediacycles** qui fait travailler 50 personnes. « Vous savez, Mulhouse, ce n'est vraiment pas si mal. Mais en matière économique il ne faut pas réfléchir à l'échelle de la ville, ni même de l'agglomération, mais en bassin d'emploi avec l'Allemagne et la Suisse. »



Daniel Kelai, responsable de **Médiacycles** à Mulhouse. Photo L'Alsace /Vincent VOEGLIN

L'ancien syndicaliste se souvient d'une époque où des patrons mulhousiens s'étaient opposés à ce que des ouvriers suivent une formation en allemand...  
« Aujourd'hui, l'époque des grandes entreprises comme la SACM, c'est fini. Mais il faut absolument rendre le territoire attractif aux PME. Leur faciliter l'installation en prévoyant de l'espace, des locaux. Ce n'est pas possible d'avoir 36 interlocuteurs pour une entreprise qui veut s'installer ici. Il lui faut un seul interlocuteur. Je crois vraiment que le développement économique de la région se fera via des PME, même si on a Peugeot et Clemessy. »

## À Scherwiller, Emmaüs fermé jusqu'à la fin du confinement

DNA\_20/03/2020

C'est fermé ! La communauté Emmaüs de Scherwiller a stoppé toutes ses activités. Ses différents sites ne sont plus ouverts au public : Emmaüs Scherwiller, la boutique Etikette à Sélestat, Etikette2.

Axel Nabli, directeur local d'Emmaüs, explique : « En accord avec le président de la communauté, la décision a été prise vendredi de fermer toutes nos activités. Nous avons néanmoins maintenu la vente de samedi dernier. Depuis lundi, nous sommes fermés. La collecte a aussi été arrêtée tout comme nos chantiers d'insertion et notre chantier de rénovation des chambres. Sur le site de Scherwiller, il reste mon adjoint et moi.

L'administration est en télétravail. Les salariés en insertion sont chez eux. Nous leur avons demandé les justificatifs nécessaires pour les gardes d'enfants. Les compagnons restent confinés à l'ancienne colonie de vacances dans le col de Fouchy. Six d'entre eux sont dans leur studio individuel à Scherwiller. Cette fermeture va nous faire un gros trou dans la trésorerie. Nous avons calculé la perte entre 60 000 et 70 000 €. Mais la santé est à ce prix-là ! »

## Humanis vend des ordinateurs à prix cassés

DNA\_21/03/2020

Face à la crise du Covid-19, le collectif d'associations solidaires Humanis, basé à Schiltigheim, a décidé de venir en aide à ceux qui ont un besoin urgent de s'acheter un ordinateur.

Humanis vient d'annoncer la mise en place dans son magasin Ordidocaz, qui fait partie des commerces ayant le droit de rester ouverts, une offre solidaire. « Nous souhaitons soutenir tous ceux qui sont confinés en proposant un ordinateur à 29 € » explique Humanis dans un communiqué.



Humanis, dans son magasin Ordidocaz, propose désormais un pack complet (ordinateur, écran, clavier, souris) à 29 euros. Photo DNA/Laurent RÉA

« Dans le cadre de son programme de lutte contre la fracture numérique, Humanis a développé une activité de revalorisation du matériel informatique, ceci afin de permettre à chacun de s'équiper à moindre coût. Durant cette période de difficultés, la solidarité demeure la priorité de nos bénévoles et salariés, raison pour laquelle le comité collégial de notre association a décidé de mettre en place un programme exceptionnel de cession de matériel informatique à prix bonifié pour les familles et en particulier pour la scolarisation à distance des plus jeunes » précise Humanis.

Le prix a été fixé à 29 € au lieu de 69 € d'ordinaire, et ceci pour un pack complet : HP Compaq 8000 Elite - Windows, écran plat 17 pouces, clavier et souris.

Le magasin Ordidocaz aura de nouveaux horaires et sera ouvert du lundi au vendredi de 9 h à 12 h « afin que nous soyons en mesure de répondre aux besoins de nos concitoyens en matériel informatique tous les jours » conclut le communiqué d'Humanis. Des mesures seront prises pour garantir la sécurité sanitaire des clients et du personnel d'Ordidocaz.

La structure se tient également à disposition du public pour l'aider « durant cette période où l'outil informatique sera plus que jamais indispensable pour toutes les démarches et les activités du quotidien ».

Pour plus de renseignements, site internet Ordidocaz : <http://www.ordidocaz.com>, par téléphone au 03 88 19 94 95 ou par un courriel à [info@ordidocaz.com](mailto:info@ordidocaz.com)  
Ordidocaz, 7 rue du Héron à Schiltigheim, dans la zone artisanale de la Vogelau.





Une maraude hivernale de la Croix-Rouge (partenaire d'Acces 68) dans les rues de Mulhouse. Celles-ci sont maintenues, même si la quasi-totalité des sans-abris devait avoir des solutions d'hébergement ce week-end. Archives L'Alsace /Hervé KIELWASSER

## Sans-abris : Acces 68 maintient le cap, mais « aimerait avoir des masques »

*DNA & l'Alsace\_26/03/2020*

Un partenariat et une solidarité renforcés avec les associations d'aide aux populations vulnérables et l'administration, des personnels engagés et dévoués, voilà ce qui aide Acces 68 à maintenir ses missions. Entretien avec le directeur départemental de la structure, Richard Goetz.

« Nous serions vraiment heureux d'avoir des masques et des gants. On les gérerait de façon rationnelle », soufflait, en fin de semaine dernière, le directeur d'Acces 68 (association chrétienne de coordination, d'entraide et de solidarité), Richard Goetz. « Ces dispositions prophylactiques seraient rassurantes pour les salariés et les personnes accompagnées. Vous savez, on pratique un peu le télétravail, mais cela reste difficile pour des associations d'aide à la personne. Nous assurons notamment des livraisons de repas aux hôtels, nous nous occupons de 100 mineurs non accompagnés. »

L'association, qui s'est engagée voilà des décennies à donner accès pour les personnes démunies à « un toit, un logement décent, les droits à la santé, une écoute attentive lorsqu'elles sont sous le choc d'une rupture », n'entend pas baisser les bras, même face à cette

situation. Les chantiers d'insertion sont certes suspendus, mais ont été remplacés « par un nouveau service. Les établissements sont maintenus ouverts, même s'ils connaissent une activité plus réduite ». Et si une partie du personnel est affectée par la situation, « c'est principalement lié à la garde d'enfants à domicile », a assuré le directeur départemental.

« Acces 68 continue à assurer ses missions d'accompagnement, poursuit Richard Goetz. Le 115, urgence sociale, reste un numéro sacré d'accueil et d'orientation. Et nous travaillons plus que jamais en concertation avec Appuis, Aléos, Alsa 68 et Surso, notamment. Il y a eu une très grande réactivité. » En maintenant tout d'abord des services hivernaux ouverts, et en trouvant 60 chambres d'hôtel supplémentaires, « 30 à Mulhouse, 30 à Colmar. Nous savons combien il peut être difficile pour une famille d'être confinée dans une chambre d'hôtel, mais nous maintenons un lien téléphonique pour les accompagner au mieux. »

Autre enjeu, les habitués de la rue. « L'ensemble de ces personnes sera hébergé d'ici la fin de la semaine », annonçait alors le directeur départemental. « Étant plus exposées, il faut les préserver et leur confinement est valable. Il y aura certes quelques irréductibles, comme pendant la période hivernale, mais l'argument consistant à dire qu'on ne peut pas se séparer de son chien ne tient pas.

### [Avec l'aide du 115]

Avec l'aide du 115, des masques et équipements de protection ont pu être livrés ces derniers jours à la section locale de l'Ordre de Malte, qui relancera ses maraudes à partir de ce vendredi 27 mars, avec plusieurs objectifs : repérer les sans-abris, rappeler les consignes de confinement et assurer une distribution de boissons chaude, énumère-t-on au siège. « Elle ne sera plus nocturne mais aura lieu le vendredi de 15h30 à 18h. Après évaluation, nous verrons s'il y a lieu d'en lancer une deuxième, précise Gilles Luque, délégué local de l'Ordre. Le 115 ayant fait un remarquable travail sur le terrain, la plupart des sans-abris ont pu être confinés, nous ne devrions plus rencontrer grand monde dans la rue. »

La délégation mulhousienne de l'ordre recherche des bénévoles supplémentaires pour assurer ces maraudes, il suffit d'être âgé de plus de 18 ans et de moins de 70 ans. A noter que, selon le siège de l'ordre, de nombreux bénévoles ont pris ou repris contact avec l'institution ces derniers jours, pour apporter leurs contributions à ces actions de solidarité. « Y compris un grand nombre de personnes que nous n'avions jamais vu avant. » Effet vertueux de la crise actuelle ?

Contact : [gilles.luque@orange.fr](mailto:gilles.luque@orange.fr)

La Maison du Pont est dotée d'un chenil. Ce prétexte peut être levé.» Et de rappeler le courage de ces « gens susceptibles de s'occuper des personnes à la rue. Avec l'association Espoir, à Colmar, nous maintenons des maraudes chaque semaine. » Et de saluer avec force « le travail partenarial avec les associations et le soutien de l'administration ».

### La maraude et le couvre-feu de la mairie

Interrogée sur les personnes vivant dans la rue, la maire de Mulhouse a indiqué : « Nous nous appuyons sur le réseau associatif qui fait ça certainement mieux que nous. Elles sont en contact direct avec les SDF et connaissent leurs besoins spécifiques. Elles les accompagnent. Nous, nous accompagnons les associations par le biais des subventions. »

Concernant les maraudes permettant d'aller à la rencontre de ce public fragile et le couvre-feu : "Elles seront soumises aux mêmes règles. Le couvre-feu court de 21 à 6 heures du matin. Je pense qu'elles (les associations, ndr) ont les moyens de s'organiser par rapport à ce créneau. Maintenant, il y aura une tolérance de la part des forces publiques. Les temps qu'elles s'organisent. Mais la règle, c'est le couvre-feu, plus personne ne doit être dans la rue... »

### Ordre de Malte : des masques et ça repart

En temps normal, l'Ordre de Malte assure une maraude sociale le vendredi, à Mulhouse, pour maintenir un lien social avec les sans-abris. Depuis le 6 mars, il était devenu impossible à ses bénévoles de maintenir ce rendez-vous, ces derniers ne pouvant disposer de matériel adéquat.



Photo DNA

## Chez **Icare** aussi, on fait face à la crise sanitaire

*DNA & l'Alsace\_27/03/2020*

Alors que la crise sanitaire liée au Covid 19 touche l'activité de toutes les entreprises, chez **Icare**, jardin de Cocagne du Sud-Alsace, dont les

cultures sont basées à Sentheim et à Ungersheim, on s'organise pour pérenniser au mieux la continuité du fonctionnement du chantier d'insertion par le maraîchage bio.

Des effectifs réduits, la saison des semis qui débute, sept points de dépôts qui ferment - le centre socioculturel du Pays de Thann ou le magasin Botanic à Mulhouse pour ne citer qu'eux : pas simple, chez **Icare**, **chantier d'insertion** par le maraîchage bio sur des exploitations situées à Sentheim et à Ungersheim, de poursuivre l'activité en s'adaptant aussi souvent que nécessaire aux directives gouvernementales qui tombent en cascade. Malgré tout, « déjà bien avant les indications officielles, nous avons décidé de protéger notre personnel présentant un profil à risque en lui demandant de rester à la maison. Nous réinventons quasi journalièrement une organisation pour faire face et satisfaire nos 480 adhérents », explique Sophie Schenk, coordinatrice commercialisation et communication au sein de la structure.

Dans les exploitations, les mesures barrières sont appliquées. « Nous avons également scindé les équipes, composées de 3 ou 4 salariés et d'un encadrant, pour éviter au maximum le contact. L'une est du matin, l'autre de l'après-midi, sur une amplitude allant de 7 h à 18 h. Au lieu de ne travailler que quatre jours par semaine, nous avons étalé la durée de l'activité sur cinq jours.

« Poursuivre notre mission première qui est l'insertion »

Pour ce qui est de l'accompagnement des salariés en insertion, « celui-ci se fait à distance mais est impératif pendant cette période de doute et de repli sur soi. Les équipes contactent chaque personne autant que de besoin pour maintenir le lien, expliquer ce qui se passe et être à l'écoute des inquiétudes », précise Carine Barral, la directrice de la structure. Quant à l'équipe de direction, elle est présente sur site un jour par semaine, « en contact tous les jours et en télétravail le reste du temps. » D'un point de vue économique et à ce jour, l'association « comme beaucoup de **structures d'insertion** s'attachera à garantir les salaires pour les salariés qui s'apprêtaient à sortir de situations précaires... Ce n'est pas le moment que ceux qui n'ont pas grand-chose aient encore moins », milite Carine Barral. Les services de l'État et notamment les Direccte et le Conseil de l'inclusion sont à pied d'œuvre pour que la branche de l'insertion puisse être elle aussi soutenue par des mesures exceptionnelles. Nous espérons tous pouvoir nous relever de cette situation pour poursuivre notre mission première qui est l'insertion des plus fragiles. »

### Moins de paniers et des concessions

En ce qui concerne la vente notamment, le réseau Cocagne, auquel adhère l'association, a laissé libre choix à chaque structure, de poursuivre ou de stopper l'activité. Au lieu des quatre paniers proposés d'ordinaire et pour limiter l'activité, l'association n'en proposera jusqu'à nouvel ordre, plus que

deux, « plus garnis et sans contrepartie financière pour les adhérents. » Toutes les nouvelles adhésions seront faites dans les deux modèles proposés. « La récolte de l'année dernière, très abondante et donc notre stock de légumes dits de conservation, nous permet d'assurer le remplissage des paniers, les prochains temps, qui contiendront donc principalement des légumes déjà récoltés. Le fonctionnement étant fortement perturbé avec de toutes petites équipes dédiées à la préparation des paniers, nos consommateurs sont informés des changements dont ils seront impactés. Les légumes frais nécessitent beaucoup de main-d'œuvre, beaucoup de manipulations, que nous voulons limiter également. Les paniers pourront contenir des légumes moins bien lavés ou de petit calibre. On fait au mieux, avec moins de bras, moins de temps et donc plus de travail, dans la situation que tout le monde connaît. »

Du côté de la vente à l'étal, seront proposés principalement des paniers déjà faits. « Nous estimons que nous avons un rôle de proximité à jouer sur nos territoires. L'alimentation est pour nous tous notre première médecine. Nous avons beaucoup de retours positifs, de demandes d'inscriptions. Nous faisons au mieux. Nous maintenons la vente sur site, au 3, rue des Daims, les jeudis et vendredis après-midi de 14 h à 17 h. » Il y aura ainsi la possibilité d'acheter des légumes frais, et éventuellement des fruits : « Des poches déjà prêtes avec poids et prix rond indiqué seront proposées, dans la limite des stocks disponibles. » Concernant l'approvisionnement d'autres aliments -pain, œufs-, « nous faisons ce que nous pouvons pour maintenir l'offre mais cela dépendra de nos fournisseurs. »

## Toute amende contestée par l'association

Les autres ventes directes (marché de Masevaux, marché à l'association le samedi matin), sont annulées jusqu'à nouvel ordre. Mais quid de la législation actuelle pour chercher son panier chez l'un des dépositaires de l'association ? Les anciennes et les nouvelles attestations étant peu claires à ce sujet... « Notre activité est affiliée à " de l'alimentation prioritaire ". Il est donc peu probable que l'on puisse être verbalisé en venant récupérer son panier dès lors que l'on a son attestation de déplacement cochée au motif que l'on effectue ses achats de premières nécessités. » Dans le cas inverse, Julien Adda, le directeur du réseau Cocagne, l'affirme dans son édito signé le 24 mars, l'amende malgré tout déjà subie par une adhérente sera contestée.

L'association planche aussi à anticiper le week-end pascal, début avril, qui induira une modification des jours de livraison. Quant à l'organisation de la vente de plants et selon la tournure des événements, des aménagements devront être faits. « Ce qui est sûr, c'est que les 15 000 plants prévus sont là, et que nous essaieront de ne pas les perdre pour qu'ils arrivent dans les potagers de nos fidèles clients haut-rhinois. Plus d'informations d'ici la mi-

avril, quand nous serons prêts à en donner », conclut la directrice de la structure.

Chez **Icare** comme partout ailleurs, les mots d'ordre sont bien ceux de l'adaptation et de la solidarité, associées à une patience de fer.

Y ALLER **Icare**, Jardin de Cocagne du Sud-Alsace, 3 rue des Daims, 68780 Sentheim, tél. 03 89 66 19 9

SURFER : [www.icare.reseaucocagne.asso.fr](http://www.icare.reseaucocagne.asso.fr) ou [www.facebook.com/paniersICARE](https://www.facebook.com/paniersICARE)

CHIFFRE Cocagne, c'est plus d'un million de paniers à l'année, près de 7 % des légumes frais bio en vente directe.



*Le réseau des entrepreneurs solidaires d'Alsace*



ursiea

**Union Régionale  
des Structures d'Insertion  
par l'Économie d'Alsace**

68 avenue des Vosges  
F 67000 STRASBOURG

Tél. 03 90 22 12 72

Fax 03 90 22 12 73

[accueil@ursiea.org](mailto:accueil@ursiea.org)

[www.ursiea.org](http://www.ursiea.org)

**Nous agissons avec le concours de**



ALSACE



ALSACE

